

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

(CCAG TRAVAUX 2021)

UTI Canaux Picardie Champagne Ardenne

**Démolition du bâtiment Maison des Associations
Port Colbert Reims**

N° du CCAP : CPCA-2025-Dem-Colb

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine
et Loire Aval et Loire Aval**
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS

SOMMAIRE

	Pages
1. ARTICLE PREMIER. DESCRIPTION DES TRAVAUX	4
1-1. Objet des travaux - Généralités	4
1-2. Zone de travaux	5
1-3. Consistance des travaux	5
1-4. Prescriptions générales	6
1-5. Mode de déconstruction	7
1-6. Exécution des travaux.....	8
2. ARTICLE 2. MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION DES TRAVAUX ET MOYENS A METTRE EN ŒUVRE	9
2-1. Responsabilité de l'entrepreneur	9
2-2. Signalisation des chantiers et droits de voirie	11
2-3. Environnement des travaux	11
2-4. Frais d'études.....	12
2-5. Retard ou négligences.....	12
2-6. Gestion des déchets	12
2-7. Objets trouvés (d'intérêt historique ou présentant un danger) et découvertes fortuites	13
2-8. Réseaux.....	14
2-9. : Programmation des travaux et disponibilité de l'entreprise.....	14
2-10. : Cantonnements – Base vie	15
3. ARTICLE 3. CONTENU DES PRIX.....	15
4. ARTICLE 4. OBLIGATIONS DIVERSES DE L'ENTREPRENEUR	16
4-1. Réunions	16
4-2. Représentant de l'entreprise	16
4-3. Compte-rendu des interventions.....	16
4-4. Travaux électriques.....	16
4-5. Rapport avec les Administrations.....	17
4-6. Protection et prévention des accidents	17
4-7. Journal de chantier.....	17
4-8. Documents de chantier	18
4-9. Obligation vis-à-vis des tiers	18
4-10. Gardiennage emprise chantier	19
4-11. Etats des lieux	19
4-12. Installation chantier	19
5. ARTICLE 5. HYGIENE / SECURITE / PLANS D'EXECUTION	20
5-1. P.P.S.P.S	20
5-2. PLANS D'EXECUTION	21

5-3. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE).....	21
ANNEXE 1 : Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l’amiante avant démolition	22
ANNEXE 2 : Rapport de mission de repérage du plomb avant travaux/démolition ...	22
ANNEXE 3 : Rapport de diagnostic des Produits, Equipements, Matériaux et Déchets	22
ANNEXE 4 : DT - Réponse des concessionnaires	22

1. ARTICLE PREMIER. DESCRIPTION DES TRAVAUX

1-1. Objet des travaux - Généralités

Le projet concerne la déconstruction et la démolition complète de la partie structurelle en infrastructure du bâtiment suivant situé à proximité du Port Colbert – Reims (51100) :

- L'ancienne Maison des Associations - Port Colbert à REIMS 51100 ;

Ce projet porte également la remise en état végétal afin de rendre au terrain un aspect naturel. Les travaux comprennent la démolition complète du bâtiment, l'enlèvement et la mise en décharge ou recyclage de toutes les installations et équipements intérieurs quels qu'ils soient : murs, charpentes, toitures, cuves à fioul, matériels, matériaux, mobiliers, objets...

L'entreprise titulaire du marché aura ainsi la charge des travaux d'installation de chantier, de nettoyage, de pré-curage / curage sans risque amiante, de démolition, de remblaiement et de restitution du site.

Elle aura également à sa charge le repérage des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante (MPCA), du retrait des MPCA et du curage avec risque amiante.

Avertissement : l'entrepreneur soumissionnaire est reconnu avoir une parfaite connaissance des lieux, notamment de la nature des lieux, du bâtiment, supports et de leur environnement.

Le(s) entrepreneur(s) attributaire(s) est(sont) contractuellement réputé(s) avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site à une reconnaissance des existants.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération ne soit limitative :

- l'état des existants et leurs principes constructifs,
- la nature des matériaux constituant les existants,
- la nature et la constitution des structures porteuses,
- les sujétions liées à l'environnement du chantier,
- les accès au chantier,
- en général tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût.

Les offres des entreprises soumissionnaires seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance sur site, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

Les entrepreneurs pourront, lors de cette reconnaissance, effectuer tous les essais sur les existants qu'ils estimeront nécessaires.

1-2. Zone de travaux

La zone des opérations visées par le présent marché est représentée dans la vue suivante :



Bâtiment Maison des associations port COLBERT REIMS :

Adresse : Rue de Courcelles, 51 100 REIMS

Ce bâtiment est constitué d'un sol béton, de murs en briques, en parpaings ou en plaques de plâtre, d'une toiture en plaques ondulées ou en ardoises, et a fait l'objet de détection d'amiante et de plomb. Un portail et une clôture grillagée délimite le périmètre des travaux.

Ce bâtiment a une surface au sol de près de 67m².

La parcelle fait environ 700 m².

1-3. Consistance des travaux

La commande portera sur la déconstruction et la démolition complète du bâtiment précédemment cités.

Les travaux comprennent également :

- les démarches préparatoires et notamment la réalisation des demandes administratives (autorisations de circuler, demandes de raccordement, DICT, ...);
- la rédaction, l'élaboration, le suivi et la diffusion aux autorités compétentes :
 - o des plans de retrait ou d'encapsulage (des matériaux amiantés, des matériaux à risques plomb, ...), y compris les études techniques et les analyses des risques ;
 - o du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
 - o du plan d'installation et de circulation ;
 - o des registres de suivi ;
 - o des bordereaux de suivi de déchets (BSD / BSDA) ;
 - o des fiches d'exposition, des fiches de suivi d'autocontrôles ;
 - o des plans de chargement de déchets ;
 - o du programme d'exécution.
- la réalisation de constats avant et après travaux effectués par un huissier de justice, sur l'intégralité de la zone de travaux et sur les voies susceptibles d'être empruntées ;
- La signalisation et la sécurité de chantier pendant toute la période (fourniture, mise en place et maintenance des équipements nécessaires).

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin, afin d'éviter tout désordre aux infrastructures, bâtiments ou aménagements environnants.

Ces travaux comprennent également tous les travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose, tels que descellements, démontage des pattes ou autres accessoires de fixation, coupes, hachements...

Les méthodes et moyens de démolition sont laissés au choix de l'entrepreneur, qui devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à démolir, son emplacement, son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

Les prix de dépose et démolition comprendront implicitement tous les échafaudages et agrès nécessaires, ainsi que l'utilisation de tous matériels, tels marteaux piqueurs, scies à disques, etc...

1-4. Prescriptions générales

L'Entrepreneur sera responsable, jusqu'à l'expiration du délai contractuel d'exécution des travaux, du maintien en bon état de service des voies, des réseaux, de toutes installations privées affectés par ses propres travaux. Il devra de ce fait et à ses frais, faire procéder à tous les travaux de réparation, de réfection ou de nettoyage nécessaires aux réparations des dégradations que lui, ses agents ou ses ouvriers pourraient causer.

Dans l'étude de l'exécution de son marché, l'entrepreneur devra tenir compte des stipulations, lois, décrets, ordonnances, circulaires, normes françaises et Européennes, etc. applicables aux travaux décrits dans le présent document, et en vigueur à la date de la remise des offres. L'entreprise garantit au Maître d'Ouvrage le respect de l'application conforme des décrets, arrêtés et normes en vigueur.

Elle est en outre pleinement responsable de l'obtention des accords administratifs nécessaires à l'accomplissement de ses travaux et de tous les frais en résultant. L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas se prévaloir de la méconnaissance de l'un quelconque des textes entrant dans l'élaboration du présent marché.

Il devra vérifier que le personnel (quelle que soit la qualification) utilise les dispositifs de sécurité individuelle.

L'entrepreneur devra aussi se conformer à toutes les demandes et exigences de l'OPPBTP, de la CRAM et de l'Inspection du Travail.

Il devra en outre préciser tous les moyens de secours et d'évacuation mis en place.

L'entreprise devra se conformer notamment aux prescriptions suivantes :
Cette liste n'est pas exhaustive.

Législation :

- Loi n° 90.613 du 12 Juillet 1990 (Art. L 22.3 et L 124.2.3) et ses arrêtés : Interdiction de conclure des contrats à durée déterminée et contrats de travail temporaires pour effectuer des travaux soumis à surveillance médicale spéciale.
- Code de la santé publique : Articles R. 1334-14 à R. 1334-29 et annexe 13-9 du Code du travail :
 - ☐ Mesures particulières de protection contre les risques liés à l'amiante.
 - ☐ Règles générales de prévention du risque chimique.
 - ☐ Règles particulières de prévention à prendre contre les risques d'exposition aux agents cancérogènes.
- Arrêté du 7 mars 2013 : relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 8 avril 2013 : relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 14 décembre 2012 : fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.
- Décret n° 2012-639 du 04 mai 2012 : relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 12 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 : relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).
- Arrêté du 10 octobre 2012 modifiant l'arrêté du 30 Décembre 2002 : relatif au stockage de déchets dangereux.
- Arrêté du 29 juillet 2005 modifié : fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005.

1-5. Mode de déconstruction

Le mode de démolition est laissé à l'initiative de l'entreprise. Toutefois, celle-ci devra obtenir l'accord du Maître d'ouvrage, sans pour cela que l'entreprise soit dégagée de sa responsabilité.

L'entrepreneur pourra utiliser pour la déconstruction tous les procédés mécaniques qu'il jugera utiles d'employer à l'exception des explosifs et de la boule.

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter des nuisances (arrosage en cas de production intempestive de poussières) aux habitations voisines, aux commerces ou activités diverses.

L'entrepreneur sera responsable jusqu'à l'expiration du délai d'exécution des travaux, du maintien en bon état de service des voies, réseaux, clôtures et installations de toute nature, publiques ou privées affectées par ses propres travaux.

Il devra de ce fait, à ses frais, faire procéder à tous travaux de réparation, de réfection ou de nettoyage, nécessaires du fait des dégradations que lui, ses agents, préposés ou ouvriers, auront pu causer aux ouvrages de la voie publique ainsi qu'aux propriétés privées et ouvrages voisins affectés par les travaux.

1-6. Exécution des travaux

Il appartient à l'Entrepreneur de définir les méthodologies qui lui semblent les plus adaptées aux objectifs et au planning de l'opération, en fonction des spécificités de ses moyens.

L'entrepreneur devra :

- respecter soigneusement les ouvrages publics (chaussées, trottoirs, avaloirs d'eaux pluviales, éclairage public, lignes aériennes, etc...),
- prendre toutes précautions particulières à l'égard des propriétés voisines,
- effectuer la déconstruction par petites parties,
- démolir les dallages et forme sous dallage jusqu'à moins 1,00 m du niveau du terrain naturel pour les constructions sans sous-sol,
- démolir les dallages et forme sous dallage jusqu'à moins 1,00 m du niveau bas du sous-sol pour les constructions avec sous-sol,
- démolir les maçonneries des infrastructures,
- démolir les planchers et dallages,
- démolir les fondations pour les constructions et clôtures avec précautions lorsque les fondations sont en limite de mitoyen,
- démolir les murs, portail et clôtures,
- procéder à la démolition des dalles, voûtes, fosses, et puits. Toutes les cavités (y compris les puits, les fosses enterrées) seront remblayées en tout venant de bonne qualité,
- terrasser en pleine masse et/ou apport de bon remblai pour création de plateformes,
- remblayer à l'aide de matériaux inertes de type : terre argileuse, grave non traitée ou de tout matériaux équivalent, et aplatissage au godet jusqu' à TN -20 cm et remblaiement en terre végétale sur 20 cm. Les matériaux ainsi mis en remblai devront être indemnes de toute souche et bouture d'espèces végétales exotiques envahissantes
- Créer un merlon de 80 cm de hauteur par rapport au TN parallèle à la rue de Courcelles sur environ 33 m.

Tous les travaux décrits précédemment seront entièrement exécutés par un prix global et forfaitaire. Les frais d'engins spéciaux et fournitures seront inclus dans ce prix.

Le descriptif technique décrira explicitement les méthodes employées, ainsi que les matériels, engins et produits qu'il compte utiliser sur le chantier. En outre, ce descriptif spécifiera les modalités de traitement des différents produits concernés par les travaux.

L'entrepreneur doit notamment préciser les dispositions prévues pour la sécurité du chantier, la récupération et traitement des poussières, la propreté des accès au chantier et des environs, les dispositions prises pour respecter les seuils des vibrations et de nuisances sonores.

L'Entrepreneur devra prendre les mesures et précautions nécessaires pour assurer la protection et la sauvegarde des bâtiments, constructions et immeubles voisins.

Utilisation de la pelle mécanique et du câble

Il sera interdit de tirer ou de pousser une partie de construction dans laquelle existent des éléments en emprise (poutres, solives, etc...) susceptibles de transmettre des efforts à d'autres parties de construction.

Dans tous les cas, les matériaux doivent être abattus vers l'intérieur, tout au moins dans une direction où il ne peut y avoir aucun risque de rebondissement, dévalement, éparpillement ...

Il sera interdit de tirer ou de pousser sur des éléments en emprise dans des murs quels qu'ils soient, que ce soit longitudinalement ou latéralement.

De tels éléments doivent être abattus avec le pan de mur dans le cas de mur à démolir.

2. ARTICLE 2. MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION DES TRAVAUX ET MOYENS A METTRE EN ŒUVRE

2-1. Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur titulaire du présent marché est réputé avoir, de par ses qualifications professionnelles, pleine connaissance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, régissant les travaux et avoir inclus dans le prix global et forfaitaire, même si elles ne sont pas énoncées dans le descriptif, toutes les fournitures, prestations et sujétions découlant du strict respect des différents textes. Les prix sont réputés comprendre toutes les prestations nécessaires pour obtenir le résultat attendu de l'objet du marché dans les délais impartis.

L'entrepreneur sera tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens lors de l'exécution de ses prestations.

Les travaux seront effectués suivant les D.T.U. et normes en vigueur à la date de la signature du marché. L'entrepreneur est seul juge des moyens et du matériel à mettre en place pour l'exécution de ses travaux.

La responsabilité de l'entrepreneur sera pleinement engagée pour tout dommage induit par la présence prolongée de matériel sur le domaine public.

Si de quelconques dommages affectant équipements et plantations en place devaient survenir du fait ou indépendamment de son activité, l'entrepreneur sera tenu d'en informer le Maître d'ouvrage dans les plus brefs délais et de prendre toutes mesures immédiates pour sauvegarder la sécurité du public et la conservation des biens.

L'entrepreneur remettra, le cas échéant, en leur état initial les terrains, chemins et accès qu'il aura dégradés à l'occasion de son chantier.

L'entrepreneur sera tenu responsable des dégradations occasionnées du fait de ses travaux aux panneaux de signalisation, aux plantations, aux poteaux, aux bornes etc..., ainsi que des bris de matériel occasionnés par des jets de corps étrangers (cailloux, branches, morceaux de ferraille, souches).

L'Entrepreneur assurera sous sa responsabilité pleine et entière, la protection et la bonne tenue des ouvrages avoisinants nécessaires à la réalisation de ses travaux, et devra être titulaire d'une assurance spécifique couvrant les risques aux existants pendant toute la durée du chantier et garantissant le Maître de l'ouvrage contre tous recours des tiers.

Par ailleurs, l'Entrepreneur devra réparer à ses frais, toutes dégradations de son fait, causées aux ouvrages de la voie publique, ainsi qu'aux propriétés voisines, affectées par les travaux.

2.1.1 : Moyens et matériels

L'entrepreneur fournira le matériel de nettoyage, le matériel de manutention, de transports (camions, remorques...), le matériel de démolition et de terrassement, les carburants, l'outillage divers et la main d'œuvre nécessaire à l'exécution des travaux visés par le présent marché.

L'entrepreneur devra utiliser l'outillage et le matériel les mieux adaptés tant à la bonne exécution des prestations à effectuer qu'à la sécurité de son personnel et des tiers, ainsi qu'à la sauvegarde de l'environnement.

Le gros matériel est en parfait état de fonctionnement et conforme aux normes en vigueur (notamment sur le bruit, les vibrations, les rejets divers ...). Le petit matériel tel que : étais, échafaudage, agrées, etc... doit être mis en œuvre conformément aux règles de sécurité les plus récentes et aux exigences de l'Inspection du Travail.

Le stockage de l'hydrocarbure est effectué conformément aux règlements de police et fait, s'il y a lieu, l'objet d'une déclaration à la Préfecture. Les assurances nécessaires sont prises à cet effet.

L'entrepreneur est réputé avoir effectué une reconnaissance précise sur place des accès, de leur état et de leur aptitude à supporter le passage de ses engins.

Ayant reconnu les lieux, l'entrepreneur ne pourra réclamer aucune majoration ou indemnité pour sujétions particulières concernant l'insuffisance de sondage, les difficultés d'accès, d'implantation, de circulation, d'approvisionnements, etc.

L'entrepreneur aura à sa charge tous les frais de décharge.

2.1.2 : Accès

L'accès de l'entreprise à partir du réseau routier public devra être soigneusement étudié par l'entrepreneur pour préserver les biens des riverains et l'état de viabilité des voies empruntées. L'entrepreneur devra obtenir toutes autorisations privées ou publiques nécessaires. De plus, l'entrepreneur est réputé avoir effectué une reconnaissance précise sur place des accès, de leur état et de leur aptitude à supporter le passage de ses matériels.

L'entrepreneur doit impérativement remettre les accès dans leur état initial de viabilité et d'aménagement dès la fin de leur utilisation par ses matériels.

2.1.3 : Voie publique

La voie publique est maintenue propre et nettoyée aussi souvent que nécessaire, avec un minimum d'une fois par jour aux abords immédiats du chantier. Les bennes sont suffisamment hermétiques et chargées avec modération, afin d'éviter les pertes de gravais ou autre.

Les travaux sont exécutés de telle manière qu'ils ne représentent jamais une entrave ou un risque, pour la libre circulation des véhicules ou des piétons sur le domaine public.

Un balisage réglementaire est effectué, à l'aide de panneaux "DANGER TRAVAUX", "CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC", etc... pour la journée et d'un éclairage de signalisation pour la nuit. Ce balisage est suffisamment important pour attirer l'attention et signaler toute présence de matériaux, matériels, etc...

Les installations de chantier sur la voie publique ne doivent pas déborder de l'alignement qui est autorisé par les services compétents.

2-2. Signalisation des chantiers et droits de voirie

Toutes les formalités administratives, demande d'autorisation et règlement des droits de voirie sont à la charge du titulaire du présent marché.

L'entreprise est responsable de la signalisation tant diurne que nocturne des chantiers dont elle a la charge, conformément aux dispositions prévues à l'article 31.6 du CCAG Travaux.

L'entreprise titulaire du marché devra apporter une attention toute particulière au balisage et à la signalisation de ce chantier de démolition.

Le bâtiment à déconstruire visés par le présent marché se trouve en grande partie sur le domaine public fluvial (DPF) géré par Voies Navigables de France. VNF délivrera sur demande du titulaire du marché toutes les autorisations d'occupation ou d'utilisation temporaire du DPF générées du fait de l'exécution des travaux.

Pour les parties se trouvant hors DPF, il appartiendra au titulaire du marché d'obtenir les différentes autorisations, notamment de fermeture de la voie, auprès du gestionnaire concerné.

Toutes les sujétions de balisage et de signalisation sont comprises dans la rémunération des travaux. Il s'agira notamment de la mise en place de panneaux de signalisation, de barrières, grillages ou tôles appropriées, ainsi que de leur maintien en place, leur entretien et leur nettoyage.

Toutes les mesures nécessaires devront être prises par l'entrepreneur pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers.

2-3. Environnement des travaux

Le titulaire du présent marché doit prendre toutes précautions pour ne pas causer de nuisances aux occupants des immeubles avoisinants du fait du bruit, des poussières et de toutes les nuisances qui pourraient être générées par l'exécution de ses travaux.

Il doit toutes les sujétions d'exécutions concernant les précautions à prendre, de manière à éviter tous les dégâts aux constructions voisines :

- ébranlement ;
- dégradations de toutes sortes ;

- fissurations ;
- effondrements, ...

Pour la conduite des travaux, l'attributaire devra tenir compte de la présence éventuelle d'arbres au voisinage du chantier. Il devra en particulier veiller à ne pas endommager les branches des arbres, et plus encore les racines. Les arbres devront être protégés efficacement de toute dégradation, notamment contre toute blessure, dépôts de matériaux ou déversement de produits toxiques.

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne pas causer, lors de l'exécution de ses travaux, de détérioration aux ouvrages, infrastructures et espaces verts existants.

Dans le cas où malgré les précautions prises, des dommages seraient subis par un ou plusieurs riverains, le montant des dégâts serait à la charge exclusive de l'entrepreneur.

Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

2-4. Frais d'études

L'entreprise devra prévoir dans son offre, les frais d'études correspondant aux prestations dues à son marché.

L'ensemble des études d'exécution (sondages, expertises, plans, carnet de phasage, note de calculs, etc.) sont à la charge du titulaire du présent marché et seront à transmettre au maître d'ouvrage.

L'ensemble des documents produits devra être visés par le maître d'œuvre avant tout commencement d'exécution.

2-5. Retard ou négligences

Dans le cas où l'entrepreneur n'aurait pas terminé les travaux de démolition et si ce non achèvement présentait un danger quelconque du point de vue de la Sécurité Publique ; le Maître d'Ouvrage fera réaliser d'office par une entreprise tierce, sans qu'il soit besoin d'autorisation spéciale, les travaux nécessaires pour rétablir la sécurité compromise ; et ce, aux frais, risques et périls de l'Entrepreneur défaillant.

2-6. Gestion des déchets

Sauf certains éléments particuliers que le Maître d'Ouvrage souhaiterait récupérer, l'entreprise aura la propriété des produits provenant de la démolition des infrastructures du bâtiment.

Conformément à la loi, l'Entreprise a à sa charge :

- d'éliminer ou faire éliminer ses déchets dans des installations dûment autorisée à la prise en charge et au traitement de ce type de déchets ;
- de valoriser ses déchets d'emballages par recyclage, réemploi ou incinération avec récupération d'énergie ou créer les conditions permettant la valorisation ultérieure de ses déchets d'emballages ;
- de fournir en cas de contrôle des administrations compétentes, tout élément indiquant le mode d'élimination de ses déchets ou de ceux dont elle a la garde.

L'Entrepreneur trie ses déchets et les transporte jusqu'aux lieux de stockage prévus à cet effet sur le chantier.

L'évacuation sur des sites habilités à recevoir les déchets non dangereux et les déchets dangereux, est à la charge du titulaire du présent marché.

Tous les matériaux doivent être dans la mesure du possible recyclés ou valorisés, seuls les déchets ultimes ou les déchets dangereux ou contenant des substances dangereuses pourront être envoyés pour prise en charge et traitement vers les centres de traitement dûment agréés.

Les filières devront, dans la mesure du possible, être courtes avec des acteurs locaux.

Les frais correspondants à l'évacuation, la prise en charge et au traitement des déchets ci-avant mentionnés sont pris en charge par le titulaire du marché et sont compris dans le montant total du présent marché.

Rappel : L'opération sera conforme aux exigences de l'ensemble des lois et recommandations relatives à la valorisation des matériaux récupérés et à l'élimination des déchets dits ultimes ou dangereux.

L'entreprise prendra toutes les dispositions pour éliminer ces déchets en respectant la réglementation en vigueur.

Les déchets dangereux seront transportés conformément à la réglementation en vigueur notamment l'Arrêté dit TMD.

L'Entrepreneur prendra donc la responsabilité, en tant que détenteur et chargeur, des déchets en application des prescriptions de l'arrêté dit TMD.

L'entreprise titulaire du présent marché doit tenir à jour pendant toute la durée des travaux un registre de suivi des déchets retraçant chronologiquement les opérations de valorisation ou d'élimination des déchets générés par les travaux.

2-7. Objets trouvés (d'intérêt historique ou présentant un danger) et découvertes fortuites

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que des engins de guerre sont susceptibles de se trouver sur les lieux des travaux.

Si un engin de guerre est découvert ou repéré au cours des travaux, l'entrepreneur ne devra pas y toucher et devra en informer sans délai le Maître d'ouvrage ainsi que le Service Départemental de la Protection Civile à la préfecture du département concerné, qui assurera l'enlèvement des engins non explosés.

L'entrepreneur devra informer immédiatement le Maître d'ouvrage de toute découverte fortuite d'objets et arrêter les travaux.

Pour l'enlèvement et la conservation de ces objets trouvés, l'Entrepreneur devra se soumettre à toutes les prescriptions qui lui seront faites par les services compétents.

L'entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité à l'occasion de ces arrêts, néanmoins le délai contractuel des travaux pourra être prolongé du ou des temps d'arrêts.

L'entrepreneur est tenu d'aviser le Maître d'ouvrage des arrêts ou notification via PLACE.

De plus, il est rappelé que les entreprises sont astreintes à respecter la législation sur les découvertes fortuites (et notamment les dispositions du livre V titre III de la partie législative du Code du patrimoine).

Toute découverte de vestiges ou de mobiliers archéologiques devra être immédiatement signalée au Service Régional de l'Archéologie, celui-ci envisagera les mesures à prendre pour permettre la poursuite des travaux sans compromettre l'étude des vestiges découverts.

L'entreprise qui dérogera à cet article, supporterait l'intégralité des conséquences des recours qui pourraient être pris à l'encontre du Maître d'Ouvrage.

2-8. Réseaux

L'entrepreneur devra s'assurer, avant tout commencement d'exécution des travaux, que les divers réseaux (eaux, électricité, assainissement ...) ne risquent aucune détérioration du fait des travaux à entreprendre.

Les réseaux d'alimentation existants devront avoir été détectés, débranchés / déconnectés en préliminaire des travaux par le titulaire du marché (à l'exception des réseaux d'assainissement ou d'eaux pluviales publics dont le bouchonnement sera à la charge du titulaire).

En cas de découverte de réseaux ou ouvrages indépendants du bâtiment à déconstruire mais non répertoriés dans les documents collectés à l'occasion des DICT, aucun ouvrage présent dans les fouilles ne devra être déconstruit sans qu'une enquête n'ait prouvé leur indépendance par rapport aux installations publiques ou privées en service.

Avant d'engager tous travaux, l'entrepreneur devra s'assurer de la mise hors service de tous branchements ou alimentations du bâtiment.

En cas de doute, il devra en informer le Maître d'ouvrage pour faire intervenir le ou les concessionnaires potentiellement concernés pour analyse, identification, vérification et coupure.

L'entrepreneur est tenu d'obtenir, auprès des organismes concernés, des administrations, des services publics compétents, des concessionnaires de réseaux, tous les renseignements, autorisations et servitudes nécessaires à l'installation du chantier, à la réalisation de ses travaux en fonction de la technique proposée dans son offre.

Il est également tenu de prendre en compte toutes les prescriptions particulières qui pourraient lui être imposées par les services cités au précédent paragraphe pour l'exécution de ses travaux.

2-9. : Programmation des travaux et disponibilité de l'entreprise

2.9.1 : Date d'intervention et délai d'exécution

Le délai de la période de préparation débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation.

Le marché débutera à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage du chantier et s'achèvera au terme du délai de garantie de parfait achèvement, soit 12 mois à compter de la réception des travaux, le cas échéant prolongée.

Le délai d'exécution est fixé à 2 mois à compter de la notification de l'ordre de service ci-avant mentionné.

2.9.2 : Respect du délai d'exécution

L'entrepreneur sera tenu de respecter les délais fixés dans le présent marché pour l'exécution des travaux. Il appartient au titulaire du marché de définir les moyens et les matériels nécessaires pour la réalisation du chantier dans les délais impartis.

2-10. : Cantonnements – Base vie

Des cantonnements provisoires seront mis en place sur les emprises du chantier. Ils seront constitués de bungalows de chantiers.

Dans tous les cas, les cantonnements provisoires chantier devront être chauffés, ventilés, alimentés en électricité et en eau avec au moins :

- un cantonnement « bureaux de chantier » ;
- un réfectoire. Le ou (les) bungalow (s) à usage de réfectoire sera (ont) équipé (s) de tout le confort nécessaire ;
- de vestiaires ;
- de sanitaires.

L'ensemble sera éclairé, chauffé et raccordé, conformément à la réglementation d'hygiène et de sécurité en vigueur.

3. ARTICLE 3. CONTENU DES PRIX

Dans leur proposition, le prix global et forfaitaire proposé par chaque entreprise pour cette opération sera décomposé selon la décomposition du prix global et forfaitaire.

Le prix est réputé comprendre les sujétions de toutes natures quelles qu'elles soient, ainsi que toutes les obligations édictées dans les différents documents définissant le présent projet de manière à assurer le complet achèvement des travaux en toute sécurité.

Ce prix comprend en particulier et sans que cette liste soit exhaustive :

- les frais d'étude, d'assurances, l'établissement et la remise des documents demandés ;
- l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation des travaux et notamment, les prescriptions et dispositions prévues dans le présent C.C.T.P ;
- la fourniture, le transport à pied d'œuvre, la mise en place et la mise en œuvre de tous les matériaux et matériel nécessaires à la réalisation des travaux ;
- les frais de location, d'entretien, de réparation, d'assurance de ce matériel ;
- la mise à disposition des équipements nécessaires à la Maîtrise d'ouvrage et Coordination Sécurité pour accéder au chantier ;
- les dépenses de matières consommables ;

- les installations de chantier nécessaires à l'Entrepreneur conformément aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur ;
- l'éclairage des zones de travail qui devra être adapté ;
- l'enlèvement des gravats et de matériel hors service provenant des travaux, leur évacuation pour élimination ou valorisation ;
- le nettoyage des voies publiques en cas de salissures dues à l'Entrepreneur ;
- l'évacuation, le transport et l'élimination des déchets, y compris les Taxes Générales sur les Activités Polluantes (TGAP) ;
- les moyens nécessaires à la déconstruction des bâtiments ;
- le traitement des déchets inertes et dangereux ;
- l'identification et l'évacuation des réseaux enterrés.

4. ARTICLE 4. OBLIGATIONS DIVERSES DE L'ENTREPRENEUR

4-1. Réunions

Une réunion aura lieu sur convocation du Maître d'ouvrage ou de son représentant, avant le démarrage des travaux.

Pendant la réalisation des travaux, des réunions de chantier au moins bimensuelles seront programmées.

L'entrepreneur sera tenu d'y participer ou de s'y faire représenter.

4-2. Représentant de l'entreprise

Pour assurer la conduite du chantier, l'entreprise désignera un représentant qui, autant que possible, sera le même pendant toute la durée des travaux. Ce représentant sera suppléé de sorte qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue du fait de son absence. S'il ne remplit pas sa mission de manière satisfaisante, le Maître d'ouvrage pourra demander son remplacement, l'entrepreneur devant satisfaire cette demande.

4-3. Compte-rendu des interventions

L'entrepreneur tiendra le Maître d'ouvrage informé du démarrage et de la fin des travaux, ainsi que des interruptions éventuelles qui devront être dûment justifiées dans le cas où elles impliqueraient un report de la date de fin de travaux initialement prévue.

En outre, l'entrepreneur sera tenu de signaler dans les meilleurs délais, tout problème sanitaire ou autre qu'il serait amené à constater et qui pourrait nuire à la sécurité des personnes et des biens ou à la pérennité des végétaux. Ces observations seront, le cas échéant, reportées sur un journal de chantier.

4-4. Travaux électriques

Les prestations électriques contenues dans le présent C.C.T.P., devront être exécutées par du personnel qualifié.

L'Entrepreneur titulaire du présent marché devra pouvoir justifier et fournir les certificats de qualifications requis de par la nature des travaux.

Tous les ouvrages du présent marché seront conçus et exécutés dans les règles de l'art et devront satisfaire aux impératifs des documents officiels en vigueur à la date de remise des offres : lois, décrets, réglementations, normes françaises et Euro normes concernant le projet, Documents Techniques Unifiés (D.T.U.).

Tous ces documents, bien que non joints, seront considérés comme étant contractuels et respectés comme tels.

4-5. Rapport avec les Administrations

L'Entrepreneur doit effectuer toutes les démarches administratives nécessaires à l'exécution de ses travaux auprès des Sociétés Concessionnaires de distribution des fluides si nécessaire, des Administrations Municipales et Centrales, des services de l'Hygiène, des Mines, de l'Inspection du Travail, de la Voirie, de la DREAL.

L'Entrepreneur doit obtenir l'accord du service intéressé avant de commencer ses travaux et doit effectuer toutes modifications demandées par ce dossier, sans augmentation de prix ou de délai. Il doit payer tous les frais, taxes et droits afférents, signer tous contrats nécessaires, autoriser sans difficulté l'inspection de ses travaux par les agents assermentés, se plier à toutes les règles de police ou d'ordre public qui lui seraient signifiées, et, obtenir toutes autorisations ou permissions nécessaires en temps utile dans le cadre du calendrier d'exécution. Ces frais seront inclus dans le coût d'exécution du présent marché.

4-6. Protection et prévention des accidents

L'Entrepreneur devra se conformer aux règlements de sécurité et notamment à la loi du 6 décembre 1976 et à ses décrets d'application des 9 juin et 19 août 1977.

Il doit en particulier :

- mettre en place si nécessaire et compléter tous les dispositifs assurant la sécurité du chantier et des voies publiques, des voies privées, des accès par : échafaudages, auvents, parapluies, platelage pour protection des passants et des véhicules, etc ;
- ne pas charger les camions sur la voie publique, sauf autorisations particulières obtenues ;
- s'assurer avant démarrage des travaux, que le bâtiment ne soit plus raccordés aux réseaux d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphonie et accomplir les formalités d'usage auprès des administrations et services techniques locaux ;
- la vérification de la consignation des réseaux du bâtiment est due par l'Entrepreneur ;
- la suppression des branchements des réseaux électriques, gaz, eau potable sont à la charge du titulaire du présent marché. Les PV de suppression de branchement seront communiqués au Maître de l'ouvrage.

4-7. Journal de chantier

Un journal de chantier sera ouvert. Tous les renseignements sur la marche du chantier et les événements constatés y seront consignés tels que :

- la nature et l'avancement du travail journalier,
- les conditions atmosphériques journalières,
- la qualification et le nombre d'ouvriers employés,
- la nature et le nombre d'engins en fonctionnement ou en panne,
- la durée et la cause des arrêts de chantier,
- les accidents corporels éventuels,
- les accidents sur réseaux, voies et domaines publics ou privés.

Ce journal sera à la disposition permanente du Maître d'ouvrage qui le visera et lui sera remis en fin de chantier.

4-8. Documents de chantier

L'Entrepreneur mettra à disposition dans la salle de réunion du chantier, entre autres, les documents suivants :

- un exemplaire du mode opératoire du chantier, incluant toutes les dispositions réglementaires particulières ;
- les fiches techniques des équipements et registres d'entretien pour les appareils ;
- les PV de vérifications des installations électriques ou des moyens de levage par un contrôleur technique agréé ;
- les détails des notifications à l'Inspection du Travail, CARSAT, OPPBTP et éventuellement autres organismes professionnels ;
- les éventuelles habilitations des employés afférentes aux tâches confiées, en particulier les certifications CACES du personnel affecté à la manutention des matériaux et déchets ;
- un registre de suivi des déchets comprenant l'ensemble des BSD/BSDA dûment complétés.

4-9. Obligation vis-à-vis des tiers

L'Entrepreneur prend contact en temps utile avec les services compétents et se renseigne sur les conditions particulières qui pourraient lui être imposées pour l'exécution de ses travaux.

Il supporte toutes les conséquences des règlements administratifs, notamment celles qui résultent des règlements de police en vigueur.

4-9.1 : Bruits de chantier

A défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par le chantier de travaux, sera strictement applicables, y compris la réglementation en vigueur régissant le niveau de bruit des différents matériels et engins.

En cas de non-respect des seuils fixés, le chantier sera immédiatement interrompu et l'Entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

4-9.2 : Sauvegarde des canalisations et câbles éventuellement rencontrés

L'Entrepreneur prend toutes précautions lors de l'exécution des travaux et en particulier au droit de l'emprise du chantier, afin de ne pas endommager ou détruire les canalisations ou câbles existants.

Il doit le cas échéant, dès la localisation d'un de ces ouvrages, avertir immédiatement le Maître d'ouvrage et les services techniques compétents.

L'Entrepreneur doit assurer la sauvegarde et la protection de la canalisation ou câble rencontré.

4-9.3 : Brûlage

Le brûlage est interdit.

4-10. Gardiennage emprise chantier

En dehors des heures de travail, l'accès sera physiquement condamné et sous surveillance de l'entreprise.

Aux heures d'ouverture de chantier et ce pendant toute la durée du chantier, l'Entreprise doit le gardiennage de l'ensemble du chantier, matériels, équipements et bâtiments.

En dehors des heures d'ouverture de chantier et ce, pendant toute la durée du chantier, l'Entreprise mettra en place à minima un gardiennage vidéo ou un gardiennage humain si nécessaire, et s'assurera de la fermeture effective du chantier.

4-11. Etats des lieux

L'entrepreneur devra faire un constat d'huissier pour effectuer un état des lieux à ses frais pour se couvrir d'éventuelle demande concernant des dégradations n'étant pas de son fait.

A l'achèvement des prestations, un état des lieux comparatif sera dressé sur la même base que le premier état des lieux avant travaux.

Ce nouveau constat aura pour objet de faire apparaître les fissures ou désordres apparus depuis le constat précédent et supposés résultant des travaux dus au présent lot.

Il sera établi en présence des intervenants ayant assisté au premier constat avant travaux.

Dans le cas de désordres présumés et/ou avérés résultant des travaux de déconstruction, l'Entrepreneur titulaire du présent marché fera une déclaration de sinistre auprès de sa compagnie d'assurance, et en adressera copie au Maître de l'ouvrage.

4-12. Installation chantier

L'ensemble des installations de chantier générales sera mis en place par le titulaire du présent marché.

D'une façon générale l'entrepreneur titulaire du présent marché prévoira dans son offre et pour la durée globale de l'opération, la réalisation, l'entretien, la gestion, le repli et la remise en état le cas échéant, des aménagements et installations de chantier qu'il met en œuvre ou qui lui sont confiés ainsi que l'ensemble des frais correspondants et inhérents à ses prestations.

L'installation de chantier comprendra notamment :

- la clôture de chantier. Elle sera composée de panneaux de bardages de type grillage HERAS sur 2 m de hauteur ancrés au sol à l'aide de moyens adaptés (GBA Béton, plots pour barrières de chantier ...) garantissant leurs stabilités.
- la fabrication, l'installation des panneaux de chantier et tous les équipements nécessaires à leurs stabilités. L'emplacement de ces panneaux, les mentions devant y figurer ainsi que leur nombre sera à définir en accord avec le Maître d'ouvrage. Ces panneaux seront réalisés conformément aux prescriptions de la charte chantier de l'EPA VNF, ils auront les dimensions suivantes : 150 cm de haut par 100 cm de large.
L'Entrepreneur titulaire présentera un projet/maquette de panneau soumis à l'accord du Maître d'œuvre avant sa mise en fabrication.
- les cantonnements, bureaux de chantier, réfectoires, vestiaires et sanitaires décrits dans le présent CCTP.

5. ARTICLE 5. HYGIENE / SECURITE / PLANS D'EXECUTION

5-1. P.P.S.P.S

L'entrepreneur est tenu de prendre toutes les mesures d'hygiène et de sécurité liées aux techniques particulières utilisées dans le présent marché.

L'entrepreneur devra respecter toutes les règles de sécurité qui s'imposent et en particulier :

- les dispositions obligatoires en matière de protection du travail,
- la protection des zones de travail et de manœuvres qui devront être interdites au public.

L'Entrepreneur titulaire du présent marché doit remettre au Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.), avant toute intervention, un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

La remise de ce P.P.S.P.S. doit être précédée d'une inspection commune avec le C.S.P.S au cours de laquelle, en fonction des caractéristiques des travaux que l'entrepreneur s'apprête à exécuter, sont précisées :

- les consignes à observer ou à transmettre ;
- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble du projet.

L'Entrepreneur dispose de 10 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître de l'ouvrage pour établir son PPSPS qui contient notamment :

- les renseignements généraux (responsables de l'exécution, effectif prévisible...) ;
- les dispositions relatives à la sécurité (mode opératoire et procédés de construction, consignes de premiers secours, analyse et traitement des risques créés par les travaux pour lui-même et pour les tiers ...) ;
- l'habilitation des travailleurs.

5-2. PLANS D'EXECUTION

L'Entrepreneur doit toutes les études d'exécution nécessaires à l'accomplissement de son marché. Il établira et soumettra à l'approbation, du Maître d'ouvrage, au plus tard une semaine avant l'issue du délai contractuel de préparation notamment :

- les plans d'installation de chantier phase par phase ;
- les plans de repérage des réseaux existants avec identification des points de consignation ;
- les schémas de principe des installations électriques de chantier ;
- les plans des ouvrages modifiés par l'Entrepreneur.

Ces documents seront établis pendant le délai de préparation et seront soumis au visa du Maître d'œuvre, au plus tard, trois semaines après la date d'envoi du Plan de retrait à l'inspection du travail.

5-3. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)

L'Entrepreneur devra remettre l'ensemble des éléments constitutifs de son Dossier des Ouvrages exécutés **en 3 exemplaires papiers** soigneusement ordonnés en classeur avec cartouche de couverture et sommaire.

En fin de travaux, l'entreprise fournira au Maître d'Œuvre les documents suivants :

- Les constats d'état des lieux des abords et voiries,
- Les bordereaux de prise en charge des matériaux en centre de valorisation ou des déchets ultimes en centre de stockage,
- Les documents chantier (Registre des visites, registre des incidents + mesures correctives, registre des scellés), les documents de suivi qualité, ...

Le repérage, sur plan topographique et altimétrique, des fondations et ouvrages laissés en place (fondations, pieux...).

ANNEXE 1 : Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition

ANNEXE 2 : Rapport de mission de repérage du plomb avant travaux/démolition

ANNEXE 3 : Rapport de diagnostic des Produits, Equipements, Matériaux et Déchets

ANNEXE 4 : DT - Réponse des concessionnaires

FIN DU CCTP
